REPUBLIQUE FRANÇAISE - DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

SIXIEME CIRCONSCRIPTION

Romain MAUREL



CANDIDAT PRESENTÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Conseiller Général des Alpes-Maritimes,
Maire de Belvédère,
Ancien Déporté,
Directeur de Coopérative Agricole

Un formidable mouvement populaire fait des mois de mai et juin 1968, des mois d'une exceptionnelle importance.

Dix millions de travailleurs manuels et intellectuels se sont mis en grève. ils étaient en lutte parce que 10 ans de politique antisociale, de démocratie bafouée les y ont contraints. Ils veulent vivre mieux. Ils veulent être des citoyens et non des sujets.

Les 120 000 grévistes des Alpes-Maritimes en avaient assez d'une situation économique et sociale départementale catastrophique, conséquence de la politique gaulliste qu'ont appliquée et aggravée les centristes du département.

Les artisans, les commerçants, les paysans qui ont participé à ces luttes, soutenaient ces travailleurs en grève, car leurs difficultés ont les mêmes causes, et la victoire des uns est aussi la victoire des autres.

Leur union s'est consolidée. Le geste magnifique des ouvriers de la Parfumerie Grassoise distillant, en pleine grève, la rose de mai, a stimulé la solidarité des maraîchers et des horticulteurs offrant des milliers de bottes d'œillets.

Car dix années de pouvoir gaulliste ont aussi accumulé un profond mécontentement parmi les petits et moyens paysans, les artisans et les commerçants : les uns sont contraints de quitter leurs terres par la mévente et les bas prix agricoles à la production, les autres sont écrasés d'impôts.

Les élus communistes entendent aussi s'élever contre les réformes de structures autoritaires, enlevant aux conseils municipaux toutes prérogatives, et contre l'autofinancement imposé par la taxe d'assainissement ; ce qu'ils veulent, c'est des crédits suffisants pour mener à bien la réalisation des projets communaux.

Les importantes revendications déjà obtenues, ne l'ont été que par la lutte, et ont été arrachées à de Gaulle et au grand patronat. Il faut maintenant généraliser ces premiers succès, empêcher qu'ils soient remis en cause d'une façon ou d'une autre.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS soutient sans réserve les légitimes revendications des travailleurs. Il lutte à leurs côtés pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale, l'échelle mobile des salaires, la réduction du temps de travail, des prix agricoles rémunérateurs, une retraite décente, une fiscalité démocratique, une Université moderne.



Albert MACARRY

Directeur d'Ecole,
Ancien Conseiller Municipal
de Grasse

Le pouvoir gaulliste est très affaibli. Il tente, par des promesses, de tromper une fois de plus le peuple. Les Français ne peuvent avoir aucun confiance dans les tardives déclarations d'intention après 10 ans de pouvoir absolu, autoritaire, contraire à l'intérêt national, au seul profit des grandes banques d'affaires et des grands monopoles.

« LA PARTICIPATION » gaulliste s'est vérifiée dans l'Assemblée Nationale sans pouvoirs réels, des assemblées locales sous le carcan de la tutelle préfectorale, des conseils d'administration de la Sécurité Sociale désignés, des « négociations » fictives, l'O.R.T.F. vassalisée, etc...

Aussi rien ne changera véritablement si nous ne changeons pas de majorité, de régime.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS lutte pour une France moderne, prospère, sociale et pacifique. C'est le sens du programme novateur au contenu social avancé, que nous proposons aux Françaises et aux Français. Il permettrait d'allier le progrès social et l'expansion économique, de se donner les moyens d'une autre politique en s'attaquant aux énormes profits des grands monopoles qui règnent en maîtres sur notre pays, et réaliser une véritable et profonde réforme démocratique de l'Université.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS propose que soit élaboré un programme commun de gouvernement par toutes les forces de Gauche. Il lutte pour consolider l'union de la Gauche, seule alternative démocratique au gaullisme et ouvrant la voie au socialisme.

Le choix est donc entre dictature et démocratie ; récession et progrès social. Les fauteurs de désordre ? Ce sont le gouvernement et le patronat qui, pour sauver leurs privilèges, font de l'anticommunisme le plus vulgaire et se servent à cet effet des possibilités que leur donnent certains groupes irresponsables et provocateurs.

Dix ans, ça suffit ! C'est ce que pensent les travailleurs, les jeunes, les enseignants, les étudiants, les différentes catégories de la population qui ont les mêmes intérêts face à un adversaire commun.

Le Parti de la Classe Ouvrière, le Parti des Fusillés, n'a pas de leçon de patriotisme à recevoir des magnats de la finance ou du parti pro-américain qui approuve le génocide du Vietnam.

Nous avons la plus grande confiance dans le jugement de nos citoyens. Plus les Communistes auront de voix, plus facile sera la marche vers la démocratie et le progrès social.

L'activité des élus communistes, de nos militants porte témoignage de notre volonté et de notre dévouement sans bornes.

Dés le premier tour, VOTEZ et FAITES VOTER POUR

Romain MAUREL

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

IMP. VICTOIRE. - NICE